

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2319

[99/29232]

30 NOVEMBRE 1998. — Décret portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'implantation d'ordinateurs dans les écoles wallonnes entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement de la Communauté germanophone (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération relatif à l'implantation d'ordinateurs dans les écoles wallonnes conclu le 19 février 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement de la Communauté germanophone annexé au présent décret est approuvé.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 novembre 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LA REGION WALLONNE, LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ET LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE RELATIF A L'IMPLANTATION D'ORDINATEURS
DANS LES ECOLES WALLONNES

Article 1^{er}. La Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone conviennent d'assurer les synergies les plus efficaces entre la politique régionale de développement des télécommunications et de la filière économique qui l'accompagne et les politiques communautaires d'éducation des élèves aux nouvelles technologies de traitement de l'information et de télécommunication.

Art. 2. La Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone assureront aux établissements d'enseignement fondamental, secondaire et de promotion sociale situés en Région wallonne les moyens de former les élèves aux nouvelles technologies de traitement de l'information et de télécommunication.

Art. 3. Dès le 1^{er} septembre 1998, chaque établissement d'enseignement secondaire ordinaire ou spécial, comptant plus de 200 élèves et situé en région wallonne pourra bénéficier d'un équipement complet dont les caractéristiques seront arrêtées de concert par les trois Gouvernements sous réserve de respecter un cahier spécial des charges également mis au point de concert.

Lorsque des établissements d'enseignement de promotion sociale utilisent les mêmes locaux que des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice, l'équipement visé à l'alinéa 1^{er} sera mis également à leur disposition, selon des modalités arrêtées respectivement par le Gouvernement de la Communauté française et par le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Tous les coûts de mise à disposition, de maintenance et d'assurance contre les vols et dégradations de l'équipement visé à l'alinéa 1^{er} seront pris en charge par la Région wallonne.

Sous réserve des possibilités budgétaires, les processeurs et les logiciels seront renouvelés régulièrement.

L'établissement pourra acquérir les parties d'équipement déclassé au prix de son coût résiduaire.

Art. 4. Les établissements bénéficiaires doivent remplir les conditions de qualité pédagogique suivantes :

— disposer d'enseignants ayant acquis une formation relative à l'utilisation de l'informatique, aux multimédias et à l'utilisation pédagogique d'Internet;

— inscrire dans leur projet d'établissement la participation à des échanges télématiques, à l'utilisation des banques d'outils pédagogiques des serveurs pédagogiques, conformément soit au décret de la Communauté française fixant les missions prioritaires de l'Education, soit aux règles relatives aux missions et à l'organisation de l'enseignement en vigueur en Communauté germanophone;

— déposer un projet d'organisation d'activités pédagogiques assurant l'accès des élèves aux techniques modernes de traitement de l'information et de télécommunication et le mettre en œuvre.

Les modalités d'application de l'alinéa 1^{er} sont arrêtées par l'organe visé à l'article 7. Elles peuvent différer entre Communautés.

Art. 5. La Communauté française et la Communauté germanophone, chacune pour ce qui relève de ses compétences, organiseront la formation des membres du personnel, la présence dans chaque établissement d'une personne-ressource, la mise au point de serveurs pédagogiques, la collaboration à la réalisation de serveurs de documentation impliquant notamment le réseau des bibliothèques agréées.

Les deux Communautés, chacune pour ce qui relève de ses compétences, veilleront à ce que les serveurs pédagogiques qu'elles gèrent fournissent à leurs utilisateurs les informations sur l'activité culturelle, sociale, économique de la Région wallonne et des Communautés, sur leur histoire, leur géographie physique et humaine, leur patrimoine, leurs ressources et d'une manière générale sur tout ce qui peut contribuer à servir le développement culturel, économique et social de la Région et des Communautés.

Les deux Communautés, chacune pour ce qui relève de ses compétences, prendront en charge, directement ou indirectement, la connexion au réseau Internet ainsi que le coût des communications vers le réseau Internet.

A partir du 1^{er} janvier 1999, la Région wallonne met à disposition des deux Communautés, comme opérateur des services de type Internet entre leurs établissements et services situés sur le territoire de la Région wallonne, celui retenu comme gestionnaire du réseau Win.

Art. 6. A la date du 1^{er} septembre 1999, selon des modalités qui seront arrêtées de concert par les trois Gouvernements, un service analogue sera assuré aux établissements d'enseignement primaire, ordinaire et spécial, secondaire spécial autres que ceux visés à l'article 3 ainsi qu'aux établissements de promotion sociale, pour autant qu'ils organisent de l'enseignement du niveau secondaire.

Selon la taille des établissements, l'équipement sera confié aux établissements eux-mêmes ou à des centres de ressources communs à plusieurs établissements.

L'investissement consenti dans cette seconde phase sera du même ordre que celui réalisé dans la première phase, décrite en l'article 3.

Art. 7. Les trois Gouvernements créeront de concert un organe chargé de superviser la mise en œuvre du plan d'équipement, d'assurer, en fonction des possibilités budgétaires, son développement, notamment par le renouvellement des matériels et de favoriser la requalification d'équipements informatiques non obsolètes au profit de l'enseignement.

L'organe aura aussi la mission d'adresser aux trois Gouvernements, d'initiative ou sur leur demande, tout avis ou proposition de nature à rencontrer les objectifs définis à l'article 1^{er}.

L'organe comprendra des représentants des trois Gouvernements et de leurs administrations compétentes ainsi qu'à titre consultatif, des représentants des organes de représentation et de coordination des réseaux d'enseignement.

Art. 8. Les trois Gouvernements créeront de concert et, autant que faire se peut, en collaboration avec la Région de Bruxelles-Capitale, une fondation destinée à recevoir les contributions volontaires des entreprises. La fondation sera associée, selon des modalités dont conviendront les trois Gouvernements, à la gestion de l'organe créé en application de l'article 7.

Art. 9. Dans l'attente de la mise sur pied de l'organe visé à l'article 7, un comité d'accompagnement du présent accord assumera ses charges et prérogatives.

Le comité d'accompagnement comprend :

- trois représentants du Gouvernement wallon;
- deux représentants du Gouvernement de la Communauté française;
- un représentant du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Sont associés, avec voix consultative, un représentant respectivement du Ministère de la Région wallonne, du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, du Ministère de la Communauté française et du Ministère de la Communauté germanophone.

Le comité d'accompagnement entend, quand il l'estime nécessaire, des représentants des organes de représentation et de coordination des réseaux d'enseignement, à titre d'experts.

Art. 10. Le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Communauté germanophone, chacun pour ce qui le concerne, soumettent le présent accord à la sanction de leur Parlement dans les six mois de sa signature.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,

J. MARAITE

La Ministre-Présidente de la Communauté française chargée de l'Éducation,

Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 265, n° 1. — Rapport : n° 265, n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 25 novembre 1998.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2319

[99/29232]

30 NOVEMBER 1998. — Decreet houdende toestemming in het samenwerkingsakkoord betreffende de installatie van computers in de Waalse onderwijsinrichtingen, tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het op 19 februari 1998 gesloten samenwerkingsakkoord betreffende de installatie van computers in de Waalse onderwijsinrichtingen, tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 november 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Samenwerkingsakkoord betreffende de installatie van computers in de Waalse onderwijsinrichtingen, tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap

Artikel 1. De Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap hebben besloten om nauwe samenwerkingsverbanden tot stand te brengen tussen het gewestelijk beleid inzake de telecommunicatieontwikkeling, de daarmee gepaard gaande economische filière en de gemeenschappelijke beleidsvormen inzake de opleiding van leerlingen voor nieuwe technologieën van informatiewerking en telecommunicatie.

Art. 2. De Franse Gemeenschap, Het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap zullen de in het Waalse Gewest gelegen inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, de nodige middelen ter beschikking stellen om de leerlingen op te leiden voor nieuwe technologieën inzake informatieverwerking en telecommunicatie.

Art. 3. Vanaf 1 september 1998, zal elke inrichting van het gewoon of buitengewoon secundair onderwijs die meer dan 200 leerlingen telt en in het Waalse Gewest gelegen is, kunnen beschikken over een volledige uitrusting waarvan de kenmerken in samenspraak door de drie Regeringen zullen worden vastgesteld met inachtneming van een gezamenlijk opgemaakt bestek.

Inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie die dezelfde lokalen gebruiken als inrichtingen van het secundair onderwijs met volledig leerplan, kunnen onder de door de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap bepaalde voorwaarden eveneens gebruik maken van de in het eerste lid bedoelde uitrusting.

Alle kosten m.b.t. de terbeschikkingstelling, het onderhoud en de verzekering tegen diefstal en beschadiging van de in het eerste lid bedoelde uitrusting worden door het Waalse Gewest gedragen.

De processors en de software zullen regelmatig vernieuwd worden, voor zover de begrotingsmiddelen het toelaten.

De onderwijsinrichtingen kunnen afgedankte uitrustingsstukken verwerven tegen de residuwaarde ervan.

Art. 4. De begunstigde inrichtingen moeten voldoen aan de volgende pedagogische kwaliteitsnormen :

— ze moeten beschikken over leerkrachten die een opleiding hebben gevolgd voor het gebruik van informatica en multimedia, alsmede voor het pedagogische gebruik van Internet;

— hun project moet voorzien in deelneming aan telematische uitwisselingen alsook in het gebruik van databanken van pedagogische hulpmiddelen van de pedagogische servers, overeenkomstig hetzij het decreet van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de prioritaire taken van het Onderwijs, hetzij de regels betreffende de opdrachten en de organisatie van het onderwijs die van kracht zijn in de Duitstalige Gemeenschap;

— ze moeten een project indienen en uitvoeren m.b.t. de organisatie van pedagogische activiteiten die de leerlingen toegang verlenen tot de moderne technieken i.v.m. informatieverwerking en telecommunicatie.

De regels voor de toepassing van het eerste lid worden bepaald door het in artikel 7 bedoelde orgaan. Ze kunnen al naargelang de Gemeenschap verschillen.

Art. 5. De Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap zijn, ieder binnen haar bevoegdheden, belast met de organisatie van de opleiding van de personeelsleden. Ze moeten zorgen voor de aanwezigheid van een resource-persoon in elke inrichting en voor de ontwikkeling van pedagogische servers; ze moeten ook meewerken aan de verwezenlijking van documentatieservers, met o.a. het netwerk van de erkende bibliotheken.

Beide Gemeenschappen moeten, ieder binnen haar bevoegdheden, ervoor zorgen dat de door hen beheerde pedagogische servers de gebruikers informatie verschaffen over de culturele, sociale aardrijkskunde, patrimonium, hulpbronnen en, in het algemeen, over alles dat kan bijdragen tot hun culturele, economische en sociale ontwikkeling.

Beide Gemeenschappen zullen, ieder binnen haar bevoegdheden, rechtstreeks of onrechtstreeks zorgen voor de Internet-verbinding en de desbetreffende communicatiekosten dragen.

Vanaf 1 januari 1999 wordt de beheerder van het Win-netwerk door het Waalse Gewest ter beschikking gesteld van beide gemeenschappen om te fungeren als operator van Internetdiensten tussen hun inrichtingen en diensten die op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen zijn.

Art. 6. Vanaf 1 september 1999 kunnen de inrichtingen van het gewoon en buitengewoon lager onderwijs en van het buitengewoon secundair onderwijs die niet onder de toepassing van artikel 3 vallen, alsook de inrichtingen voor sociale promotie, voor zover ze een opleiding van het secundair niveau organiseren, in aanmerking komen voor een gelijksoortige dienst onder de voorwaarden die de drie regeringen gezamenlijk zullen bepalen.

Al naar gelang de omvang van de inrichtingen zal de uitrusting toevertrouwd worden aan de inrichtingen zelf of aan gemeenschappelijke hulpcentra die gemeen zijn aan verschillende inrichtingen.

Voor de tweede fase zal dezelfde investering worden toegestaan als voor de in artikel 3 omschreven eerste fase.

Art. 7. De drie Regeringen zullen gezamenlijk een orgaan oprichten dat belast zal worden met het toezicht op de uitvoering van het uitrustingsplan en, voor zover de begrotingsmiddelen het toelaten, met de ontwikkeling ervan, o.a. door de vernieuwing van het materieel. Het moet er ook voor zorgen dat de niet-obsolete informatica-uitrusting ten gunste van het onderwijs wordt gerecycleerd.

Het orgaan moet de drie Regeringen, op eigen initiatief of op hun verzoek, advies geven of voorstellen doen op dat de in artikel 1 omschreven doelen bereikt kunnen worden.

Het orgaan is samengesteld uit vertegenwoordigers van de drie Regeringen en van hun bevoegde besturen alsook, in de hoedanigheid van raadgever, uit vertegenwoordigers van de organen die de onderwijsnetten vertegenwoordigen en coördineren.

Art. 8. De drie Regeringen zullen gezamenlijk en, zoveel mogelijk in samenwerking met het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, een stichting oprichten die de vrijwillige bijdragen van bedrijven in ontvangst zal nemen. De stichting zal, onder de door de drie Regeringen bepaalde voorwaarden, betrokken worden bij het beheer van het krachtens artikel 7 opgerichte orgaan.

Art. 9. In afwachting van de oprichting van het in artikel 7 bedoelde orgaan worden zijn taken en prerogatieven waargenomen door een begeleidingscomité voor de opvolging van dit akkoord.

Het begeleidingscomité bestaat uit :

- 2 vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 3 vertegenwoordigers van de Waalse Regering;
- 1 vertegenwoordiger van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Het bestaat bovendien uit respectief een vertegenwoordiger van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het Ministerie van het Waalse Gewest, het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, en het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, allen met raadgevende stem.

Als het comité het nuttig acht, hoort het vertegenwoordigers van de organen die de onderwijsnetten vertegenwoordigen en coördineren, in de hoedanigheid van deskundigen.

Art. 10. De Regering van de Franse Gemeenschap van het Waalse Gewest, de Regering en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, ieder afzonderlijk, onderwerpen dit akkoord aan de bekrachtiging van hun Parlement binnen zes maanden na de ondertekening ervan.

De Minister-Voorzitster van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister-President van de Waalse Regering,
R. COLLIGON

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
J. MARAITE

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 265, nr. 1. Verslag : nr. 265, nr. 2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 november 1998.